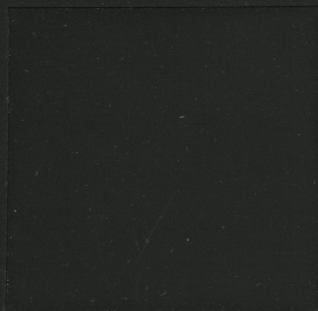
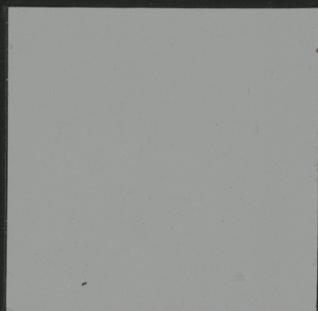
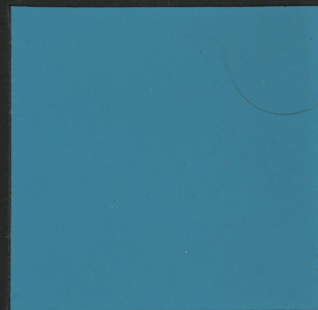
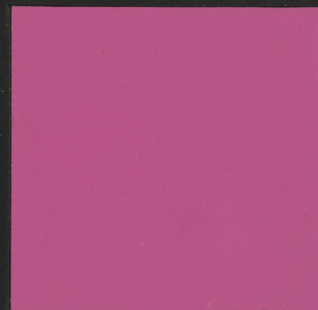
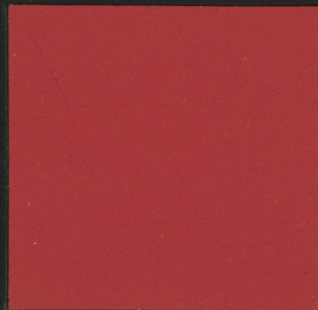
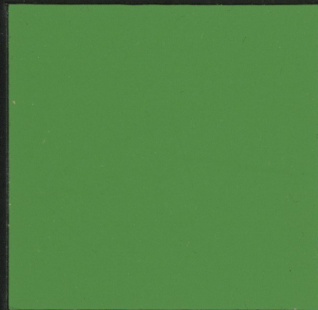
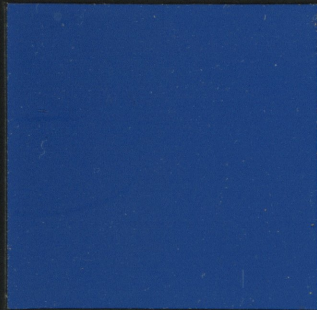
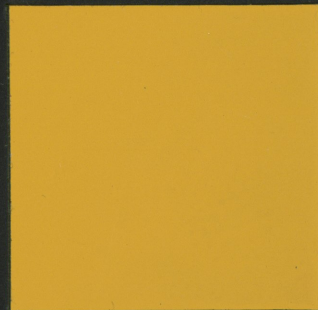
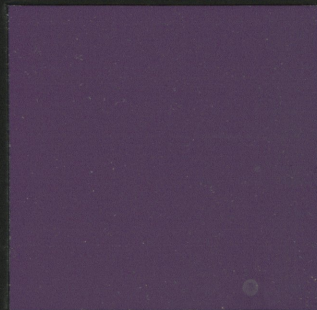
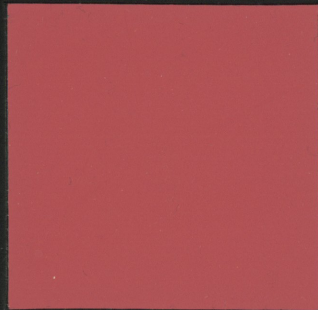
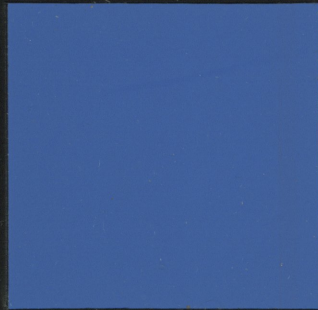
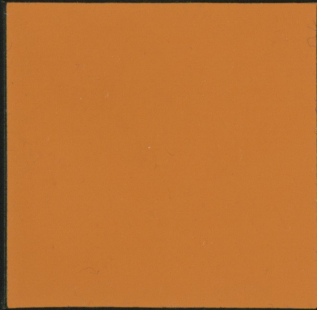
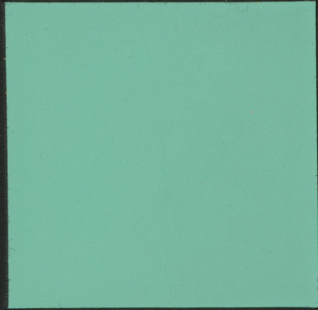
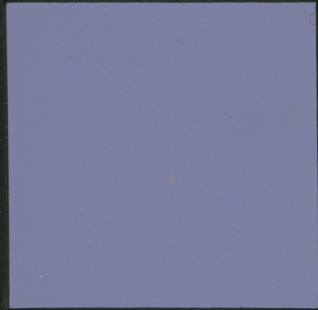
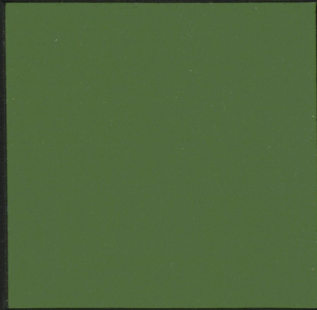
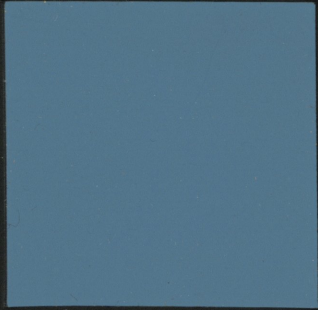
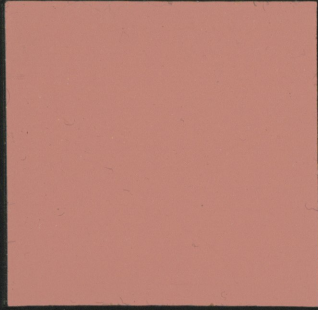
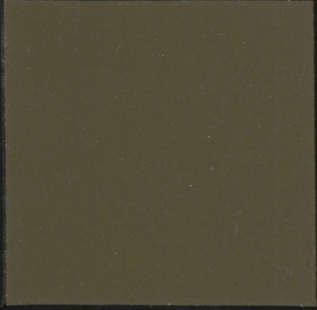
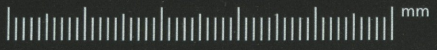


colorchecker CLASSIC

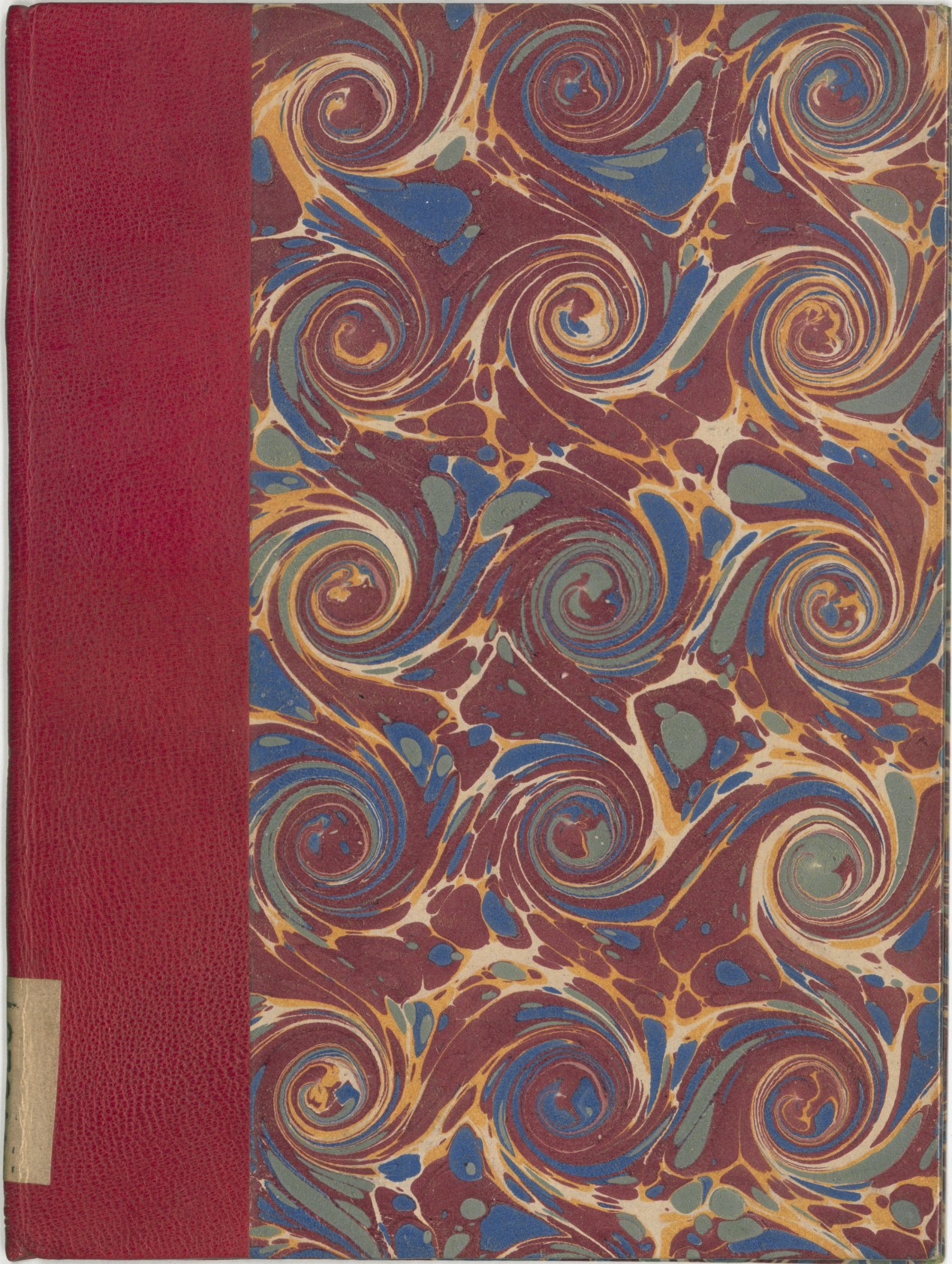


x-rite

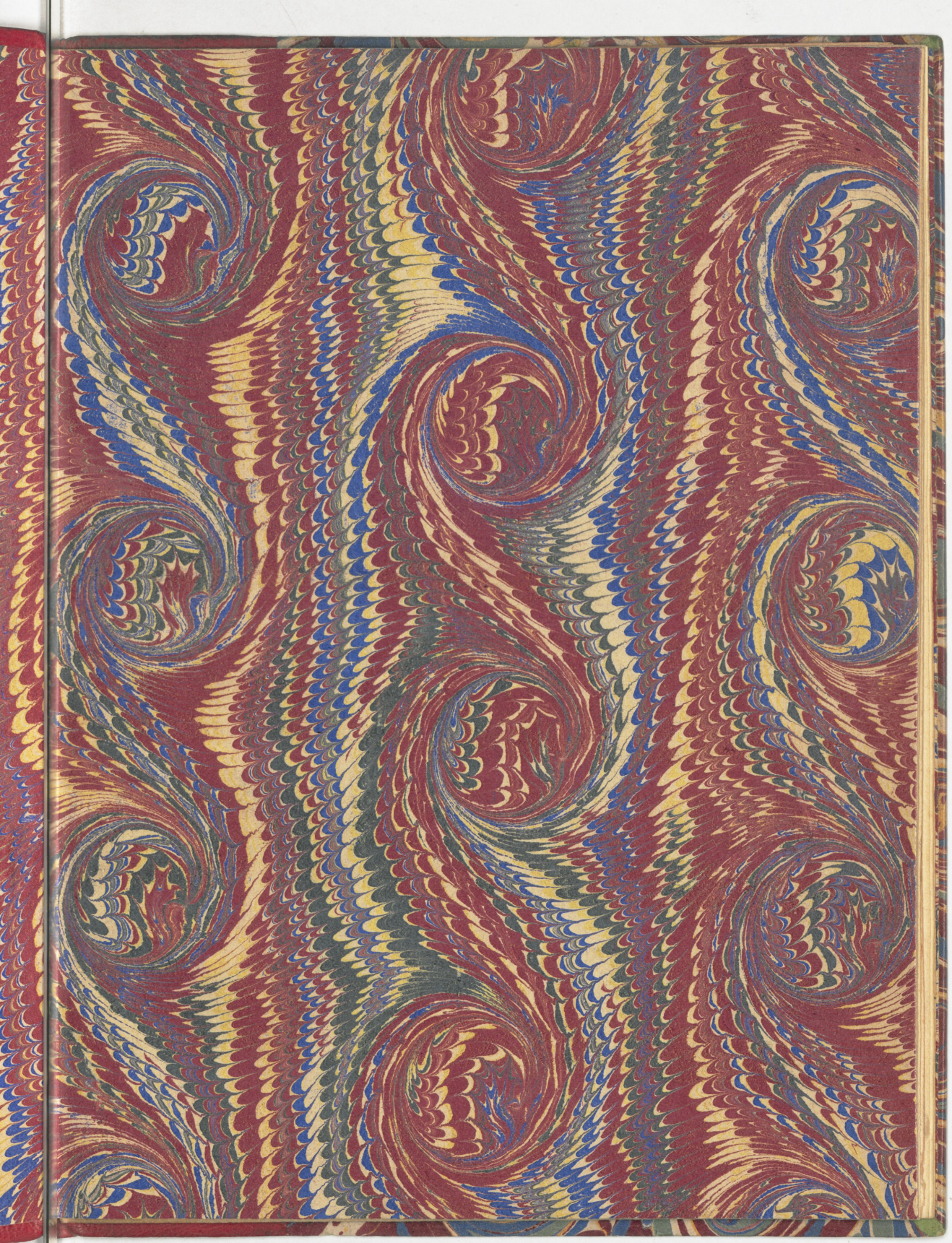


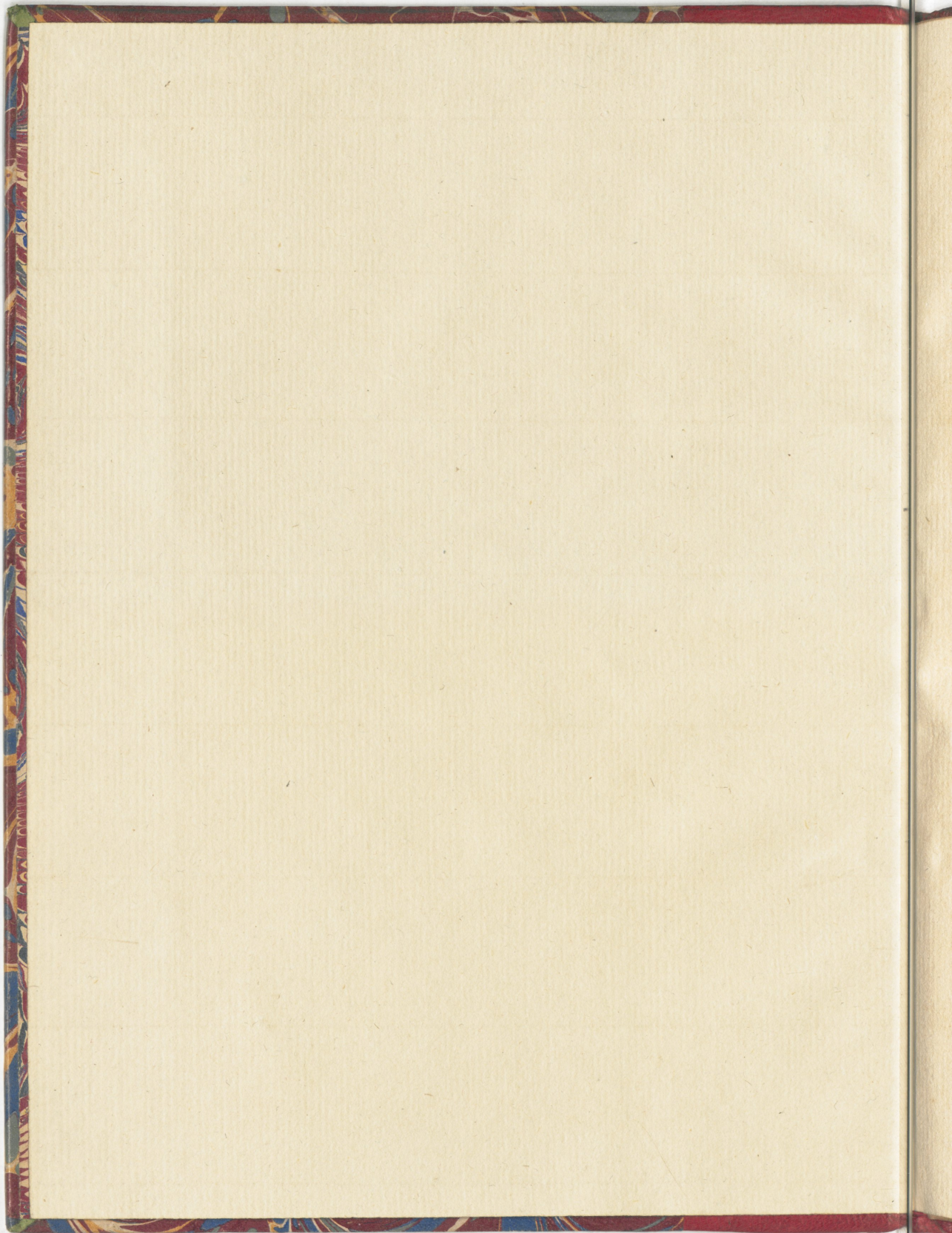


WARRANT
DECLARATION
1648
ROBINSON





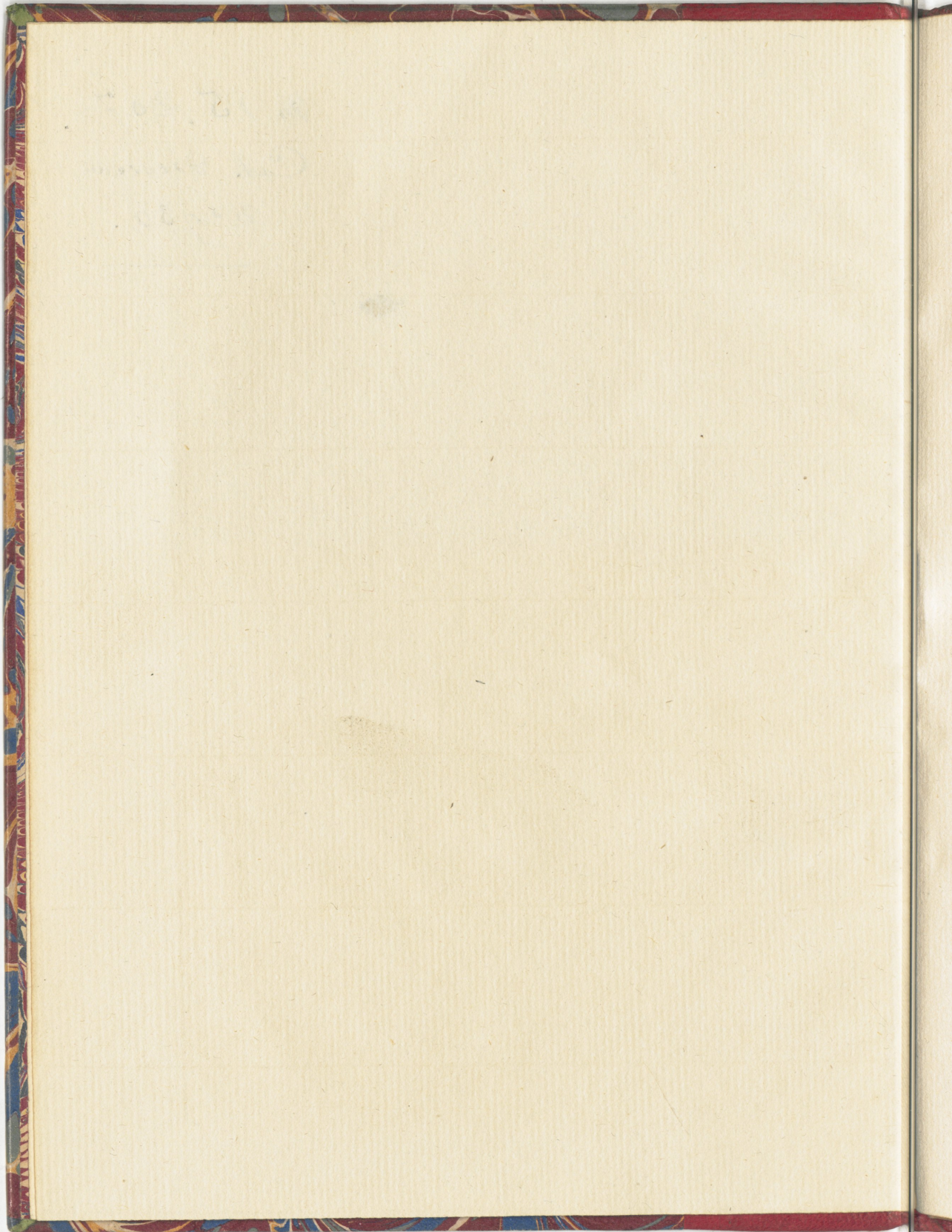




m. 15. 207.

Cal. Desrean

no 36.



DECLARATION
DU ROY,

PORTANT REGLE-
ment sur le faict de la Iustice, Police,
& Finances, pour le bien & soulage-
ment des Subjets de sa Majesté de sa
Prouince de Normandie.

*Verifiée en la Chambre des Comptes en Normandie, le 16. iour de
Decembre mil six cens quarante-huict.*



A ROYEN,
Chez DAVID DV PETIT VAL, Et IEAN
VIRET, Imprimeurs ordinaires du Roy, deuant
la grand' Porte & au haut des degrez du Palais.

M. D C. XLVIII.
Avec Pr inilege de sa Majesté.

DECLARATION

D V R O Y

ROYANT REGLE

ment sur le fait de la Justice, Police
& Finances, pour le bien & soulage-

ment des sujets de la Majesté de la

Province de Normandie

Par la Chambre des Comptes en Normandie, le 8. jour de

Decembre mil six cent quatre vingt

de la Justice

à un certain nombre de personnes, et de

différentes manières, et de

enjoyer, et de

nos ordonnances, et de

l'exécution de nos ordonnances, et de

l'exécution de nos ordonnances, et de

l'exécution de nos ordonnances, et de

l'exécution de nos ordonnances, et de

l'exécution de nos ordonnances, et de



M. K O N E N.

Par DAVID DE PETIT VAL, JEAN

Avocat, Imprimeur ordinaire du Roy, demeurant

à la grande Porte & au haut des degrés du Palais

M. D. C. XLVIIII.



OVIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre ; A tous presens & à venir , Salut. L'amour que nous portons à nos Peuples, nous a obligé de rechercher tous moyens pour arrester le cours des desordres qui croissoient à tel degre , qu'il eust esté tres-difficile d'y apporter par apres le remede, comme on peut connoistre par nos Lettres de Declaration du trente-vnième Iuillet dernier , publiées en nostre Parlement de Paris en nostre presence. Et ayant commencé d'y donner les Reglemens necessaires sur la distribution de la Iustice , & l'ordre de nos Finances , & remis le surplus à vn Conseil que nous voulions assembler : Et d'autant que differant plus long-temps , les maux augmentoient de iour en iour , Pour asseurer le repos de l'Estat , & le bon-heur de nos Subjets. NOVS , de l'Aduis de la Reyne Regente nostre tres-honorée Dame & Mere , & de nostre tres-cher & tres amé Oncle le Duc d'Orleans, de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Prince de Condé, des autres Princes, Grands & notables Personnages de nostre Conseil , & de nostre certaine science, plaine puissance & autorité Royale, Auons Statué & Ordonné, Statuons & Ordonnons ce qui ensuit :

P R E M I E R E M E N T.

Qu'encor que par nos Declarations des mois de Iuillet & Aoust derniers, le demy quart de la Taille pour la presente année mil six cens quarante-huict , ait esté remis seulement à nos Subjets des Pays d'Eslection , & pour l'année six cens

quarante-neuf, le quart des charges prealablement déduites : Neantmoins voulant de plus en plus tesmoigner par effet, combien nous voulons apporter de soulagement à nosdits Sujets, Declarons qu'au lieu dudit demy quart remis pour ladite presente année six cens quarante-huict, il leur sera déduit le cinquième sur le pied de cinquante millions, à quoy montent toutes Tailles, Taillon, Subsistances, Estapes, & autres droicts generalement quelconques portez par les Breuets de la Taille & Commissions sur iceux, mesme les droicts des Officiers, & impositions generalement quelconques. Lequel cinquième montant dix millions, sera egalé sur toutes les Generalitez des Pays d'Eslection, à proportion de la somme laquelle chacune Generalité doit porter, & que chacun particulier est cottisé, en telle sorte qu'il sera déduit à chacun particulier, vn cinquième de sa part & cottisation, sans que les autres particuliers puissent estre contrains pour les debtes de la Communauté, & que l'on puisse exercer aucunes soliditez à l'encontre d'eux, sinon es cas des Ordonnances, ny que ladite somme de cinquante millions puisse estre augmentée durant le cours de la presente année & la suiuate.

II.

Et afin de faire connoistre à nosdits Sujets par des effets presens, nostre passion pour leur soulagement, Nous auons esteint & supprimé le droit de Maubouge, consistant en vingt sols sur chacun muid de vin entrant en toutes les Villes & Bourgs de nostre Royaume, & sur les Sildres, Poiré, & autres breuages à l'équipolent : Et pour nostre ville de Paris dix sols seulement, creés par Declaration du mois de Février mil six cens quarante-trois, & compris dans

dans le Bail des Aydes, dont le Fermier General a fait
 vne sous-ferme desdits dix sols au Fermier particulier des
 Entrées de Vin à Paris, estably par ladite Declaration de
 Février 1643. & autres suiuanes: Des droicts de marque &
 autres impositions sur le Papier & Biere establis par Edict
 de mil six cens trente-quatre, & Arrest du seizième Février
 quarante-cinq, & autres Declarations aussi suiuanes:
 De la reapretiation faite par Arrest de nostre Conseil de
 mil six cens quarante-sept. Faisons tres-expreses inhibi-
 tions & defences à nos Fermiers, leurs Commis & autres, de
 leuer à l'aduenir lesdits droicts & impositions, à peine de
 concussion. Comme aussi de leuer sur les cinq grosses Fer-
 mes la reapretiation faite par Arrest de nostre Conseil du
 mois de Septembre 1647. en consequence de nostre Edict
 desdits mois & an: Quoy faisant nous voulons que les pro-
 prietaires des Offices & droicts mentionnez & supprimez
 par ledit Edict (pour remboursement desquels nous auions
 affecté partie des deniers de ladite reapretiation) iouissent
 de leursdits Offices & droicts ainsi qu'ils faisoient aupara-
 uant ledit Edict de reapretiation dudit mois de Septembre
 1647. Et lesquels Offices & droicts y attribuez, nous auons
 en tant que besoin seroit, restably & reestablissons par nostre
 present Edict perpetuel & irreuocable, fors & excepté pour
 les Controlleurs des Toilles & Teintures, lesquels seront
 tenus représenter les Edicts de leur creation & veriffication
 d'iceux, faisant tres-expreses defences à nos Fermiers
 leurs Commis & autres, de leuer à l'aduenir lesdits droicts
 & impositions reuocquées par ces presentes.

I I I.

Et sur la plainte qui nous a esté faite par les Escheuins de

B

nostre ville de Roüen, que la continuïation des leuées de plusieurs Fermes employées au Tarif du mois de Februrier 1640. sont grandement à foule & surcharge de tous les Habitans d'icelle, au soulagement desquels desirans pouruoir autant que la necessité de nos affaires presentes le peut permettre, Nous auons moderé & moderons les leuées desdites Fermes cy-deuant éualuées à deux cens dix-sept mil liures par année à la somme de six vingts mil liures, Sçauoir soixante mil liures pour la Subsistance & Equiuallent, & 60. mil liures pour la cōtinuation & cōfirmation des Octroys, Sur laquelle moderation seront supprimées les Fermes qui se trouueront estre le plus à charge & foule du peuple en l'assemblée qui sera tenuë pour cet effet en l'Hostel de Ville dudit Roüen, par les Escheuins & notables Habitans d'icelle, laquelle somme de six vingts mil liures lesdits Escheuins ou leur Receueur seront obligez de payer à l'aduenir de quartier en quartier, ou six semaines apres chacun quartier au Tresorier de nostre Espargne pour toute Subsistance & taxes, pour confirmation ou continuation d'octroys & equiuallent à l'aduenir, à commencer au premier de Ianuier de l'année prochaine 1649. sans que le payement de ladite somme de six vingts mil liures puisse estre continué apres la conclusion de la Paix, apres laquelle les Fermes affectées au payement de ladite somme demeureront esteintes & supprimées sans qu'elles puissent estre restablies.

I I I I.

Et sur les Remonstrances qui nous ont esté faites par lesdits Escheuins de la ville de Roüen, pour assureur le fonds des rentes par nous deuës; Nous voulons qu'à commencer en l'année prochaine 49. les Fermiers & adjudicataires de

nos Fermes payent le fonds d'icelles rentes par preferance à la partie de nostre Espargne, Sçavoir pour deux quartiers & demy des rentes du Sel & Aydes, & pour deux quartiers de toutes autres rentes durant la guerre seulement, declarant tous les dons de debets de quittance de rentes nuls, & des à present les auons reuozquez & reuozquons en ce qui reste à executer.

V.

Et afin aussi que nous puissions receuoir le iuste prix de nos reuenus, voulons qu'à l'aduenir nos Fermes soyent baillees en nostre Conseil au plus offrant & dernier encherisseur & procedé à l'adiudication à la lumiere esteinte apres publications sur les lieux, encherés & remises sans aucuns deniers d'entrée ny d'auance, & les Fermes du Barrage & autres domaniales faites par les Tresoriers generaux de France en la maniere accoustumée.

V I.

Et pour donner sujet à nos Officiers de continuer en la fidelité qu'ils nous ont tousiours tesmoignée, voulons & nous plaist qu'il ne soit à l'aduenir fait aucune taxe, retranchement de gages, rentes, reuenus de Domaines, Greffes & droits alienez & attribuez par Edicts, ny aucunes heredités & suruiuances reuozquez durant les quatre années prochaines, & apres ledit temps qu'en vertu d'Edicts & Declarations bien & deuément verifiées, Et si aucunes taxes restent à payer, n'entendons qu'elles soyent executées ny les particuliers contraints au payement d'icelles; Et neantmoins que les Tresoriers de France ne iouïront que de trois quartiers de leurs gages pour l'année prochaine 649. les Secretaires de nous, Maison & Couronne de France de deux

tenans

quartiers, les Officiers des Elections de deux quartiers de gages & droicts, & nos Officiers Subalternes de nostre Parlement de deux quartiers de leurs Gages & du droict Annuel sans nous payer aucun prest, & si aucuns desdits Officiers auoit payé quelque somme pour ledit prest, Voulons qu'il luy soit diminué sur le quart denier qui nous appartient par la resignation, en cas que durant le Bail dudit droit Annuel ils disposassent de leurs Offices; Et quand aux Officiers de nos Cours Souueraines, voulons que la Declaration de 637. soit executée, & neantmoins que tous nos Officiers desdites Cours Souueraines soyent payez de trois quartiers de leurs gages pendant la guerre seulement, & icelle finie de quatre quartiers.

V I I.

Et pour conseruer le fonds de nos retenus entiers & y estre employez aux despenses necessaires de l'Estat, Faisons tres-expresses inhibitions & deffences de faire aucuns rachapts des rentes par nous deuës, ny aucun remboursement de finance d'Offices & droicts qu'apres la Paix publiée à peine du double contre ceux qui en receuront cy-apres; Voulons que ceux de quelque qualité & condition qu'ils soyent qui ont esté propriétaires desdites rentes, droicts & Offices nouueaux, ausquels lesdites rentes, droicts & Offices ont este racheptez & remboursez depuis le mois de Ianuier mil six cens trente, soyent contraints de nous rendre & remettre à nostre Espargne les deniers par eux receus desdits rachapts & remboursemens, pour estre passé contract de constitution à leur profit par lesdits Preuoists des Marchands & Escheuins au denier quatorze, sur le mesme fonds que lesdites rentes, Offices & droicts assignez. Et si aucun remboursement

sement se trouue auoir esté fait au denier 18. au lieu du denier quatorze, ceux qui auront receu lesdites sommes seront tenus à la restitution du quadruple de ce qu'ils auront trop receu, & aux intherests du simple, suiuant l'Ordonnance. Voulons aussi que si aucunes desdits rentes se trouuēt constituées depuis le mois de Ianuier 630. sans Edict verifié, qu'elles soient declarées & les declarons dés à present nulles: Et pour l'execution de ce, Nous en auons renuoyé & renuoyons la connoissance à nostredite Cour de Parlement de Paris, à laquelle entant que besoin est en attribuons toute jurisdiction, & icelle interdite à tous autres Iuges.

VIII.

Voulans aussi maintenir en leur entier les droicts de nostre Domaine, Nous ordonnons que tous Acquereurs & Possesseurs de nos Domaines àliénés par engagement ou autrement, soient tenus dans six mois, du iour de la publication desdites presentes, mettre au Greffe de nostredit Parlement, de Paris leurs Lettres & Contracts, pour y estre verifiés si faire se doit, & faute de ce, qu'il y soit pourueu par nostredite Cour. Voulons aussi & nous plaist, que la Finance par eux pretendue payée, soit verifiée en nostre Chambre des Comptes, & qu'en icelle n'y soit compris ce qui se trouuera leur auoir esté accordé en don & gratification, ains seulement ce qui aura esté par eux actuellement deboursé à nostre profit, Et à cette fin nous entendons que le menu des deniers receus par comptans, soit representé par deuant deux Conseillers de nostredite Cour que nous commettrōs à cét effet, afin de reconnoistre que ce qui a este donné, est entré en payement desdits Domaines.

IX.
 Et afin de conferuer auffi la dignité de nos Offices, Nous declarons qu'il ne sera fait aucune creation d'Offices de Iudicature & Finances, durant les quatre années prochaines; & apres ledit temps expiré, qu'en vertu d'Edicts bien & deuëment verifiez: Et que s'il reste à pouruoir à quelqu'un des Offices cy-deuant creez; tant des Greffiers Alternatifs, Triennaux & Quatriennaux, que autres. Voulons & nous plaist, qu'ils demeurent reuoquez & supprimez.

X.

Et pour pouruoir à la seureté des reuenus qui nous appartiennent, & conferuer les hypoteques des Creanciers, Voulons que les biens de quelque nature que ce soit, qui appartiendront à ceux qui auront pris nos Fermes & traité avec nous, & pris en party, leurs cautions, associez & interessez, & ce qui aura esté donné par eux à leurs enfans en faueur de mariage ou autrement, mesme les Offices dont ils auront esté pourueus, ou qu'ils tiendront sous noms empruntez, Nous demeurent affectez & hypotequez, & à tous leurs Creanciers, Et que les separations de biens d'entr'eux & leurs Femmes, iugées depuis leurs Fermes ou Traitez, demeureront nulles, Et que si aucunes acquisitions ont esté par eux faites sous le nom de leurs Femmes ou autres, seront aussi affectées à ce qui nous pourra estre deu, & à leursdits Creanciers, nonobstant toutes coustumes à ce contraires.

XI.

Et pour donner moyen à tous nos Sujets qui exercent la Marchandise, d'augmenter leur Trafic au dedans de nostre Royaume, Nous auons reuoqué & reuoquons dès à present, tous Priuileges accordez aux Particuliers pour trafiquer de

quelque Marchandise que ce soit , laissant la liberté à tous les Marchands d'en vser à l'aduenir selon l'experience que chacun a peu acquerir : avec défenses de troubler ceux qui voudront s'entremettre du Commerce desdites Marchandises ; Comme aussi faisons défenses à tous negotians d'apporter ou faire apporter en nostre Royaume , les Draperies de laine, & de soye manufacturées tant en Angleterre que Hollande, & des Passemens de Flandres & Points d'Espagne, de Genes, Rome & Venise ; A tous nos Sujets d'en acheter & de s'en seruir à leur vsage, à peine de confiscation , & de quinze cens liures d'amende contre les contreuuenans.

XII.

Et afin aussi que nos Sujets ne reçoient aucune immodité par les passages des gens de guerre, Nous voulons que les Ordonnances faites par les Roys nos Predecesseurs , mesme celles du vingt-neuf iuillet mil cins cens quatre-vingt cinq, verifiées en nostre-dit Parlement le quatriesme Septembre audit an , & autres par nous faites sur le fait de la guerre, soient gardées & obseruées, que les Estapes soient restablies, & le fonds pris sur les deniers de nos Tailles & Taillon , & laissé entre les mains des Receueurs pour satisfaire au plustost à ces dépenses si necessaires. Que lesdits gens de guerre qui quitteront leur route , soient punis selon la rigueur des loix de la guerre, à peine d'en respondre par les Chefs, Capitaines & Officiers , ciuilement des dommages & interests. Enioignons aux Preuosts de nos tres chers & bien amez Cousins les Mareschaux de France, de suiure lesdits gens de guerre , & donner ordre qu'ils ne quittent les routes qui leur auront esté données , & d'informer diligemment des dégasts & maluerfations qui pourront auoir esté commises , à peine d'en res-

pondre aussi en leurs noms.

XIII.

Et pour faire connoistre à la posterité, l'estime que nous faisons de nos Parlemens, afin que la Justice y soit administrée avec honneur & integrité requise, Voulons qu'à l'aduenir les articles quatre-vingts-onze, quatre-vingts douze, quatre-vingts dix-sept, quatre-vingts dix-huict & quatre-vingts-dixneuf, de l'Ordonnance de Blois de l'année 1579. soient inuiolablement gardez & executez: Ce faisant, que toutes affaires qui gisent en matiere contentieuse dont les Instances sont de present ou pourront estre cy-apres pendantes, indecises & introduites en nostre Conseil, tant par éuocation qu'autrement, soient renuoyées & les renuoyons par deuant les Iuges qui en doiuent naturellement connoistre, sans que nostre-dit Conseil prenne connoissance de telles & semblables matieres lesquelles voulons estre traitées par deuant les Iuges ordinaires, & par appelés Cours Souueraines, suiuant les Edicts & Ordonnances, sans que les Arrests desdites Cours Souueraines puissent estre cassez ny retractez, sinon par les voyes de droict, qui est Requestes Ciuiles & propositions d'erreur, & par les formes portées par lesdites Ordonnances: Ny l'execution d'iceux Arrests suspenduë ou retardée sur simple requeste présentée audit Conseil. Voulons aussi qu'il ne soit deliuré aucunes Lettre d'éuocation generale ou particuliere de propre mouuement, ains que les Requestes de ceux qui poursuivront lesdites éuocations, soient rapportées en nostredit Conseil par les Maistres des Requestes qui seront en quartier, pour y estre iugées suiuant les Edicts, & octroyées, parties ouyes, & avec connoissance de causes, & non autrement. Que lesdites éuocations se-

ront

ront signées par vn Secretaire d'Estat, ou de Finãnce qui aura receu les Expeditions, lors que lesdites Euocations auront esté deliberées. Declaronz les Euocations qui seront cy apres obtenues contre les formes susdites, nulles & de nul effet & valeur: Et que nonobstant icelles, soit passé outre à l'instruction & iugement des procez par les Iuges dont ils auront esté éuouquez: Et pour faire cesser les plaintes à nous faites par nos Subjets, à l'occasion des Commissions extraordinaires par Nous cy-deuant decernées, Auons reuouqué & reuouquons toutes lesdites Commissions extraordinaires, voulons poursuite estre faite de chacune matiere par deuant les Iuges auxquels la connoissance appartient: Et ne pourront lesdits Maistres des Requestes instruire & iuger en leur Auditoire, autres matieres que celles dont la connoissance leur appartient par nos Edicts & Ordonnances, ny iuger en dernier ressort, ny souuerainement aucuns procez, quelques Lettres attributives de Iurisdiction, & Renuoy qu'il leur puisse estre fait desdites causes, le tout sur peine de nullité. Que la connoissance des causes pour lesquelles y aura Lettre d'Estat, appartiendra aux Iuges par deuant lesquels les causes seront pendantes, lesquelles Lettres d'Estat ne seront expedées ny scellées qu'en connoissance de cause, apres auoir veu le certificat du General d'Armée ou Gouverneur de la Place, lequel certificat demeurera attaché sous le contre-seel. Que l'adresse des Lettres de Pardon, Remission & Abolition, ne sera faite qu'aux Iuges dans le ressort desquels les crimes auront esté commis, & aux Parlemens, & non ausdits Maistres des Requestes, Grand Conseil & Grand Preuost. Que nulles Lettres de Répit ne seront expedées en Commandement, ny Lettres de Reuision accordées qu'elles ne soient adressées

aux Compagnies ausquelles aussi la connoissance appartient,
Et que les Articles trente trois de l'Ordonnance d'Orleans,
quatre-vingts dix, & deux cens neuf de ladite Ordonnance
de Blois concernant la fonction des Charges desdits Mai-
stres des Requestes, seront aussi inuolablement gardez &
executez.

XIV.

Voulons aussi qu'aucuns de nos Sujets de quelque quali-
té & condition qu'ils soient, ne soient à l'aduenir traittez cri-
minellement que selon les formes prescrites par les Loix de
nostre Royaume & Ordonnances, & non par Commissaires
& Iuges choisis: & que l'Ordonnance du Roy Louys vnzié-
me du mois d'Octobre mil quatre cens soixante-sept, soit
gardée & obseruée selon sa forme & teneur: Et icelle inter-
pretant & executant, qu'aucun de nos Officiers des Cours
Souueraines & autres ne puisse estre trouble ny inquieté en
l'exercice & fonction de sa Charge, par Lettre de Cachet ou
autrement, en quelque sorte & maniere que ce soit: le tout
conformément ausdites ordonnances & à leurs Priuileges.

SI DONNONS en mandement à nos amez & feaux
Conseillers, les Gens tenans nostre Chambre des Comptes
à Roüen que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & regi-
strer, & le contenu en icelles garder & obseruer inuolable-
ment de point en point selon leur forme & teneur, sans per-
mettre qu'il y soit contreuenu en aucune sorte & maniere
que ce soit: C A R tel est nostre plaisir, En tesmoin dequoy
nous auons fait mettre nostre Seel à celdites presentes.
DONNE' à Sainct Germain en Laye, le vingt-deuxiesme
jour d'Octobre, l'an de grace mil six cens quarante-huiet;
Et de nostre regne le sixiesme, Signé, L O V I S, A costé,

Visa. Et plus bas, Par le Roy, la Reine Regente sa Mere presente, PHELIPPE A V X. Et scellées du grand Sceau de cire verte, sur lacs de soye rouge & verte, avec vn Contreseel. Et plus bas est encor escrit.

Registrées es Registres de la Chambre des Comptes de Normandie, Ouy & ce requerant le Procureur general du Roy, pour auoir lieu & estre executées aux charges, clauses & conditions portées par l'Arrest de ce iour seiziesme Decembre l'an mil six cens quarante huit.

Signé DE CANTEL

VEV PAR LA CHAMBRE les Lettres Patentes du Roy en forme de Declaration, données à Paris le vingt-deuxiesme iour d'Octobre dernier portant Reglement sur la Iustice, Finance & Police de son Royaume, signées LOUIS & plus bas par le Roy, la Reine Regente sa mere presente, Phelipeaux: La Requete presentée par le Scindic de la Communauté des Marchands de la ville de Roüen, tendant à ce que en verifiant lesdites Lettres de Declaration qui portent entre autres choses la reuocation de l'Edict ou Declaration de sa Majesté du mois de Septembre 1647. pour la reapretiation des marchandises & denrées y contenuës non presenté ny verifié en ladite Chambre, Il luy pleust ordonner que les deniers payés par lesdits Marchands par protestation, & les submissions par eux baillées pour raison des droits portez par ladite Declaration avec les deux sols pour liure leur seront rendus & restituez: A quoy faire les Commis & Fermiers y seront contrains & par corps, & que des submissions fournies ils en demeureront quittes & deschargés depuis le premier iour d'Octobre mil six cens quarante sept qu'ils ont commencé à percevoir lesdits droits, iusques au vingt-deuxieme Octobre dernier qu'ils ont esté supprimez par ladite Declaration, lesquelles leur seront renduës; Et qu'au moyen de la reuocation

desdits droits & suppression des Offices & droits portez par ladite Declaration du mois de Septembre 1647. defences seront faites de leuer sur lesdits Marchands lesdits droits à l'aduenir dans l'estenduë de cette Prouince, non plus que dans le ressort du Parlement de Paris: Coppie collationnée desdites Lettres de Declaratiõ du mois de Septembre 1647. cõtenant par le menu les nouuelles impositions à mettre sur toutes les Marchandises y contenuës, & de l'Arrest du Conseil & Lettres Patentes sur iceluy, adressées au sieur de Mirosmenil du 26. dudit mois, au pied desquelles est son attache portant registrement desdites Lettres & Arrests au Greffe de la Commission; & establissement de Commis pour la perçepcion desdits droits du huitième Octobre ensuiuant: Autre requeste presentée par les particuliers Rentiers assignez sur les Receptes du Roy en cette Prouince, tendant à ce que pour les considerations y contenuës, il pleust a ladite Chambre ordonner qu'ils iouïront en l'année presente des effets de la iustice & grace ordonnée par sa Majesté touchant le payement desdites rentes, & que le fonds destiné pour le payement d'icelles, sera mis par les Fermiers des impositions & Receueurs des droits sur lesquels elles sont assignées, es mains des Receueurs-payeurs desdites rentes sans diuertissement, ores qu'elles fussent obmises dans les Estats du Conseil, & sans s'en dessaisir, à peine d'en respondre en leurs noms priuez, & outre ordonner qu'ils seront payez des arerages de leursdites rentes, en la mesme forme & pour le mesme temps qu'il a esté ordonné pour celles qui sont assignées sur les Receptes de la ville de Paris, ainsi qu'il est plus à plein contenu aufdites Lettres & Requeste: Conclusions du Procureur general du Roy auquel elles ont esté communiquées, & tout consideré: LA CHAMBRE, les Semestres assemblés, a Ordonné & Ordonne, lesdites Lettres Patentes du Roy du vingt-deuxième Octobre dernier estre registrées es Registres d'icelle, ouy & ce requerant ledit Procureur General pour auoir lieu & estre executées aux charges, clauses & conditions qui ensuiuent, à sçauoir.

Sur le premier article que sous pretexte de la remise accordée par la Majesté a ses subiets, le fonds necessaire pour l'acquit des gages d'Officiers & autres charges de la Prouince, ne pourra estre diuertty ny porté ailleurs pour quelque cause & occasion que ce soit

foit à peine de repetition contre les comptables ordonnateurs & parties prenantes, & parce que toutes les levées de la presente année & de la prochaine, ne pourront excéder pour Taille, Taillon, Subsistance, Estappes & autres, la somme de quarante millions.

Sur le 2. article, Ensemble sur la Requête présentée par le Syndic desdits Marchands, Ordonne que les sommes par eux payées pour lesdits droicts avec les deux sols pour liures depuis le vingt-deuxième iour d'Octobre dernier leur seront rendus, & que les submissions par eux faites de les payer depuis le 1. Octobre 1647. iour de l'establissement pretendu d'iceux sans verification leur seront aussi rendues & restituées comme nulles, & à ce faire les Fermiers, cômis & preposez contraints comme pour deniers Royaux. Et au regard des Offices & droicts reuocqués par ledit Edict & Declaration du mois d'Octobre 1647 qui sont maintenus & reestablis par ledit article, & dont les Edicts de creation n'ont esté bien & deuément verifiées aux Compagnies souueraines ausquels la connoissance en appartient, lesdits Marchands demeureront deschargez du payement des droicts qui leur sont attribuez, saouf à eux à se retirer par deuers Sa Majesté pour en obtenir la descharge entiere & la suppression desdits Offices.

Sur le troisieme article, Qu'en l'assemblée generale qui se tiendra en l'Hostel Commun de ladite Ville, pour appliquer la diminution de quatre-vingts dix-sept mil liures accordée aux Escheuins d'icelle, sur les Fermes les plus incommodes & preiudiciales au public, les Compagnies souueraines y assisteront par deputtez, parce qu'après la publication de la Paix la levée des impositions pour les six-vingt mil liures restants demeurera supprimée sans autre ny plus particuliere Declaration, avec deffenses à toutes personnes de la continuer à peine de concussion, Et à la charge par lesdits Escheuins de presenter en ladite Chambre les Lettres qu'ils obtiendront de Sa Majesté pour autoriser ladite levée pour y estre verifiées, parce que les loixante mil liures destinez pour la Subsistance des Gens de guerre du nombre desdits six-vingt mil liures ne pourra estre diuertie ny employée ailleurs.

Sur le quatrieme article, Et sur la Requête présentée par lesdits rentiers, qu'il sera fait pareil fonds ausdits rentiers qu'à ceux du ressort de Paris pour les années 1647. & 1648. que celuy or-

donné par ledit article pour la prochaine 1649. pendant la guerre & sans que lesdits retranchements puissent auoir lieu apres la conclusion de la Paix, & seront lesdites rentes payées de quartier en quartier par les Receueurs ausdits rentiers par preference à la partie de l'Espargne, deffences faites à toutes personnes de traiter à l'aduenir d'aucun retranchemēt desdites rentes, gages, droits & espices sur peines de concussion, & ausdits Receueurs d'en payer le fonds à d'autres qu'ausdits rentiers & Officiers à peine de repetition sur eux en leur propre & priué nom & de trois mil liures d'amende, & qu'à la diligence du Procureur General du Roy il sera informé contre ceux qui ont fait de semblables traittez par le passé dans la Prouince, pour leur estre le procez fait & parfaict ainsi qu'il appartiendra par raison.

Sur le cinquième article, Que les Fermes de Sa Majesté seront publiées & adiugées, & les tiercements & doublements receus en la forme prescrite par les Ordonnances, parce que toutes sorte de Baux qui seront faits pour droits & impositions tant ordinaires qu'extraordinaires qui se leueront à l'aduenir dans cette Prouince seront adressées à ladite Chambre pour y estre verifiées, avec deffences faites à toutes personnes de prendre & encherir lesdites Fermes qu'à cette condition, & de s'imiscer à en faire aucune perception ny recepte qu'apres auoir presenté leursdits Baux & iceux fait verifier en ladite Chambre à peine de concussion.

Le 6. article, Que les taxes qui restent à payer en tout ou partie demeureront reuouqués, & ne pourront estre prises sur les gages & droits des Officiers taxez, faisant ladite Chambre deffenses aux Receueurs d'en payer aucunes en deduction desdits gages aux porteurs de quittance desdites taxes de ce iour à l'aduenir, à peine de radiation sur eux en leur propre & priué nom & de 500. liures d'amende. Que le quartier retranché aux Officiers des Compagnies souueraines pendant la guerre leur sera remplacé apres la conclusion de la Paix; & que les trois autres quartiers seront payés annuellement par les Receueurs generaux aux Reccueurs payeurs desdits gages en la forme & maniere accoustumée par preference à l'Espargne, sans qu'il puisse estre fait aucune cômuation d'assignation de recepte en autres pour le payement d'i-

ceux gages par Arrests du Conseil & Estats arrestez en iceluy, au preiudice de celle portée par leur establissement & Edicts de creation de leurs charges, sinon du gré & cōsentement desdites Compagnies, parce qu'à faute par lesdits Receueurs generaux de faire lesdits payemens de quartier en quartier, il y sera pourueu par ladite Chambre ainsi qu'il appartiendra: seront aussi les gages de tous les autres Officiers assignés sur les Receptes ordinaires de Sa Majesté, ensemble ceux des Traittes Foraines qui se payent par les Fermiers des cinq grosses Fermes acquittées par lesdits Receueurs & Fermiers sur le pied contenu audit article, & cependant la guerre seulement.

Sur le 8. article, Que les Engagistes acquereurs & possesseurs des Domaines de sa Majesté de ladite Prouince, en vertu d'Edicts bien & deuément verifiés, à la reserue des fiefes, seront tenus dans quatre mois du iour de la publication du present Arrest, de presenter en ladite Chambre leurs contracts & quittances de finances tant anciennes que nouvelles par eux payées pour lesdits engagements, avec la verification d'icelles faites sur les comptes de l'Espargne, contenant certification comme en la despence d'iceux il n'y a aucunes parties employez sous leurs noms, pour dons, bien-faits ou recompense, pour auant le registremēt d'iceux estre procedé par les Commissaires de ladite Chambre à nouvelle eualuation desdits Domaines, eu esgard au reuenu d'iceux en deniers & à la ualeur des especes du temps present sur le pied de la finance par eux payée sans fraude ny desguisement, à la raison du denier 25. pour les Vicontez entieres, & du denier vingt pour les parts & portions d'icelles; par ce qu'à faute d'y satisfaire par lesdits Engagistes dans ledit temps & iceluy passé, il sera procedé à la saisie desdits Domaines pour en estre fait recepte au profit de Sa Majesté par les Receueurs ordinaires desdites Vicontez, & cependant & iusques à ce que lesdites eualuations ayent esté faites, continueront lesdits Engagistes à payer les frais de Iustice & autres charges cy-deuant assignées sur lesdits Domaines, pour lesquelles leur sera fait droit lors desdites eualuations. Seront neantmoins tous les autres Domaines engagez vertu d'Edicts, Declarations ou Arrests du Conseil non verifiés, saisis & reunis au Domaine de Sa Majesté, à la diligence des Substituts dudit Procureur

Compt.

neur General du Roy pour en estre fait recepte au profit de Sa Majesté, de ce iour à l'aduenir, par lesdits Receueurs ordinaires sur les lieux.

Sur le 9. article, Que ladite suppression aura lieu pour toute sorte d'Office où il n'y a personne de pourueu ny receu, sans que les porteurs de quittances & prouisions expediés le nom en blanc, puissent pretendre aucuns gages n'y droicts en consequence desdites quittances & prouisions, deffences faites à tous Receueurs de leur en payer aucunes tant pour le passé que pour l'aduenir à peine de radiation sur eux & d'amende arbitraire.

Sur le 10. article, Qu'il aura lieu pour les veufues, enfans & heritiers des comptables.

Sur le 12. article, Que l'ordre des Estappes pour le passage & logement des Gens de guerre sera tres-exactement obserué pour le soulagement du peuple & facilité du payement des Tailles, parce que les deniers pour la fourniture desdites Estappes seront pris sans leuée nouvelle sur les quarante millions qui se doiuent leuer pour toutes Taille en l'année presente & la suiuiante, & seront les comptes tant generaux que particuliers desdites Estappes rendus en ladite Chambre ainsi qu'il est accoustumé; Et afin de donner moyen au grand Preuost, ses Lieutenants & Archers de tenir la campagne pour empescher les desordres desdits Gens de guerre, le Roy est tres-humblement supplié de les faire payer de leurs gages, & ce comme vne despence necessaire au repos public & à la seureté des subjets de Sa Majesté.

Sur le 13. article, Que tous les Fermiers des droicts & impositions qui se leuent tant en cette ville de Rouen qu'autres de la Prouince, sur les Vins, Sildres, Poirez, & autres breuages entrans en icelles dont les Baux n'ont esté verifiés par ladite Chambre, satisferont dans le premier iour de Ianuier prochain à l'Arrest de ladite Chambre du dernier iour d'Aouust dernier, interuenu sur la verification de la Declaration du Roy dudit mois & an, & représenteront en icelle leursdits Baux pour y estre veus & deliberez, & à faute de ce faire dans ledit temps ne pourront continuer lesdites leuées, compteront neantmoins en ladite Chambre de ce qu'ils auront receu iusques audit iour dans le temps de l'Ordonnance, de tous lesquels droicts d'entrée neantmoins les Officiers des
Compa-

Compagnies souveraines demeureront exempts suivant leurs priuileges; Que toutes Commissions extraordinaires pour leuer & receuoir les deniers du Roy non verifiées par ladite Chambre demeureront reuouées, deffences faites à toutes personnes d'en exercer aucunes sans verification à peine de concussion & de cinq cens liures d'amende. Que tous les Edicts & Declarations de sa Majesté adressantes à la Chambre y seront verifiées par suffrages libres en la forme ordinaire & accoustumée, & ne seront à l'auenir les modifications apportez par ladite Chambre aux Edicts & Declarations de sa Majesté lors de la verification d'iceux ostées & leuez par Arrests du Conseil, ains par Lettres de Iussion adressées à ladite Chambre ainsi qu'il en a esté de tout temps vsé, Ne sera aussi pris & donné aucun pouruoy par Arrests du Conseil ou autrement contre les Arrests & Iugements de ladite Chambre, sinon par lettres de Reuision suivant l'ordonnance, & que sans auoir esgard aux Arrests du Conseil portant descharge de compter des leuées faites en ladite Prouince, en faueur des Commis & preposez qui en ont touché les deniers & qui sont naturellement comptables en ladite Chambre, tous ceux qui ont perceu à droit de leurs Offices par Commission ou côme porteurs de quittances les deniers tât ordinaires qu'extraordinaires de Sa Majesté en ladite Prouince, seront tenus d'en cōpter en ladite Châbre dans le temps qui leur sera limité, & pour les y assubjetir condânez aux amendes qui seront reaumét & de fait executées à l'encōtre d'eux, leurs Commis & preposez & autres ayans mis la main à la chose, instance du Procureur General du Roy. Que les Commissaires Intendants cy-deuant enuoyés es trois Generalitez de cette Prouince; presenteront en ladite Chambre dans trois mois leurs pouuoirs & Commissions pour y estre verifiées, avec l'estat des noms & surnoms de ceux qui ont esté par eux commis & preposez à la recepte des deniers de la Taille & autres natures, ensemble de ceux qui ont fait la recepte des amendes par eux iugées pendant le temps de leurs Commissions, le tout à peine de répondre en leur propre & priué nom du deperissement desdits comptables & autres conclusions que voudra contr'eux prendre ledit Procureur General, pour n'auoir par lesdits Intendants fait bailler caution ausdits Commis ou d'en auoir receu d'insuffisantes, à quoy il de-

F

meuré referué : E sera le Vidimus du present Arrest enuoyé à la diligence dudit Procureur General par tous les sieges Royaux de ce ressort , pour y estre leu & publié l'Audience seant instance de ses Substituts, qui certifieront la Chambre auoir ce fait au mois , & affiché par les Carfours & lieux publics de cette Ville , à ce que personne n'en ignore. Fait le saizième iour de Decembre , l'an mil six cens quarante-huict.

EXTRAIT DES REGISTRES DE LA
Chambre des Comptes en Normandie.

Signé, **DE CANTEL.**

